



Émilie CHALAS
Députée de l'Isère
Conseillère Municipale
de la Ville de Grenoble

Communiqué de presse :

« Notre ville mérite mieux »

C'est avec une vive émotion que j'ai pris connaissance des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrant des hommes, munis d'armes de guerre, faisant le guet autour d'un point de deal dans le quartier Mistral à Grenoble. On comprend vite qu'il s'agit d'une mise en scène. Mais au-delà de ce constat, qu'est-ce que ces vidéos disent de Grenoble ?

Elles disent qu'à Grenoble il y a des réseaux de trafic de stupéfiants installés.

Elles disent qu'il y a des réseaux de trafic d'armes lourdes.

Elles disent que l'on sait où ça se passe.

Elles disent que ces réseaux ne sont pas inquiétés.

Elles disent que les trafiquants s'envoient des messages par vidéos, sur les réseaux sociaux et sur internet.

Elles disent que ces trafiquants règlent leur compte entre eux : sept fusillades en deux mois, trois morts. Sans que cela n'émeuve le Maire de Grenoble qui considère que Grenoble est comme toutes les autres villes de France et qu'il n'est responsable de rien dans la lutte contre ces fléaux.

Je ne peux que déplorer ces images et tout le sens qu'elles disent, qui ternissent une nouvelle fois l'image de notre ville, celle du quartier Mistral, où le dynamisme associatif et la solidarité ne sont plus à prouver malgré cette réalité consternante et alarmante.

Durant ce temps, le Maire de Grenoble effectue un tour de France des universités d'été et préfère s'intéresser à la campagne présidentielle, il communique d'ailleurs largement sur toute sorte de sujet national et même international. Pas un mot en revanche sur les violences à Grenoble. Insupportable silence, insupportable destin pour notre ville que celui d'être livrée à la loi de la violence et des dealers.

J'attends de la part d'Eric Piolle une réaction ferme afin de condamner ces actes, un discours volontariste pour s'engager dans la lutte contre ces trafics, des actions fortes pour enfin se positionner sur le champ de bataille pour défendre les grenoblois. Le Maire est l'acteur majeur des politiques de sécurité dans sa ville et a à sa disposition une palette d'outils lui permettant d'agir. Sinon à quoi bon même maintenir notre police municipale ?

Armement de cette police sur la base du volontariat, développement du dispositif de vidéoprotection, redynamisation du CISP, il existe de nombreux leviers à actionner pour contribuer à la sécurité des grenoblois.

Offrons à nos jeunes la sécurité et les perspectives d'avenir qu'ils méritent et valorisons ceux qui se battent au quotidien pour permettre le désenclavement social et économique de nos quartiers.

Je renouvelle ma main tendue à la majorité municipale pour travailler de concert avec elle et de manière transpartisane, en lien avec les services de l'État, pour répondre à une situation qui continue de s'aggraver à défaut de portage politique.

Il convient aussi de rappeler les efforts substantiels fournis par le gouvernement depuis 2017 pour répondre à ce fléau.

En plus du plan anti-stups, l'action du gouvernement à Grenoble a permis l'arrivée d'effectifs supplémentaires de gendarmerie et de police nationale dès 2018, la reconnaissance du caractère difficile de la circonscription de sécurité publique, la création d'une Cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants (CROS), l'une des vingt-huit créées par le gouvernement sur le territoire français. Ces actions doivent être poursuivies et renforcées.

S'il y a bien un sujet qui a interpellé les grenoblois durant la campagne des élections municipales, c'est celui de la sécurité. Les éléments de langage ne suffisent pas et la volonté politique afin de s'attaquer réellement à l'insécurité doit être sincère, entière et sans ambiguïté. Notre ville mérite mieux.